

La Lettre de la RMF UE



Approche globale...



Engagée depuis plusieurs mois dans la lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique, l'Union européenne poursuit une approche globale vis-à-vis de la Somalie. Vous connaissez d'une part, l'opération navale [Atalante](#) destinée à protéger l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie (Programme Alimentaire Mondial) et à protéger le trafic maritime dans cette région du globe et, d'autre part le projet de "routes maritimes critiques" de la Commission européenne avec la création prochaine du *Documentation, Education and Training Center* (DETEC) à Djibouti et du *Regional Maritime Information Center* (ReMISC) au Yémen.

Plus récemment, c'est la volonté d'apporter un soutien accru à la stabilisation de cette région qui a conduit les 27 pays membres de l'Union européenne à lancer l'opération [EUTM Somalia](#) (formation des forces de sécurité somaliennes) tandis que sont à l'étude d'autres initiatives et notamment une éventuelle mission de formation de gardes-côtes.

L'approche globale est une réalité (là comme ailleurs) difficile et longue à mettre en œuvre car elle exige un engagement politique suivi et des moyens financiers ... mais c'est une nécessité pour résoudre une crise.

Général de corps aérien Patrick de Rousiers

Chef des représentations militaires françaises auprès des Comités militaires de l'UE et de l'OTAN,
Conseiller militaire des Ambassadeurs auprès du CoPS et auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

Le Collège européen de sécurité et de défense – point de situation



Les nombreuses activités 2009 du [Collège européen de sécurité et de défense \(CESD\)](#) ont à nouveau démontré le dynamisme et l'intérêt de cette [structure originale](#), basée sur une organisation en réseau entre les différents instituts de formation des Etats

membres. Le CESD pilote de nombreuses formations à caractère général, cours de haut niveau rassemblant les acteurs du monde de la défense, des affaires étrangères et de différents organismes européens, et cours d'orientation à un niveau intermédiaire (environ 200 participants en 3 sessions). Il organise aussi des cours spécialisés, concernant par exemple la presse et l'information publique, la réforme du secteur de sécurité, la planification, la coordination civilo-militaire, le développement des capacités ou le droit des conflits armés. Le CESD a ainsi développé un vaste catalogue de formations, répondant aux nombreuses sollicitations des Etats membres.

Il est également très engagé dans le soutien de l'initiative [Erasmus](#) d'échanges entre élèves officiers (voir aussi la [newsletter n°14](#)) et organise des conférences thématiques. L'année 2010 soumettra le CESD à d'autres défis, dont celui de son intégration au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ■



La CMPD : l'outil de planification stratégique civilo-militaire de la PSDC

Créée en novembre 2009, la CMPD (Direction de la planification et de la gestion de crises - *Crisis management and planification directorate*) est notamment responsable de la planification au niveau politique et stratégique. Destinée à appartenir au [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), cette structure permanente, basée à Bruxelles sous l'autorité de la HR/VP, Mme Catherine Ashton, se structure en trois grandes unités (planification stratégique intégrée, entraînement et capacités civiles, partenariats et capacités militaires). Dirigée actuellement par une Française, Mme Claude-France Arnould, la CMPD planifie au niveau stratégique les opérations civiles et militaires de la PSDC. A ce titre, elle produit notamment le concept de gestion de crise, document fondateur pour toute opération. Ce document valide les objectifs stratégiques de l'UE pour une crise donnée et définit le cadre militaire et/ou civil de l'éventuelle action de l'UE. De manière à assurer la continuité avec le niveau opérationnel et selon le besoin, la CMPD est responsable de la mise en place d'une capacité transverse (*Deployable augmented cadre – DAC*) composée de planificateurs de sa direction, de l'EMUE, du CPCC et de l'OHQ dès qu'il est désigné. Le DAC, véritable capacité à géométrie variable, doit garantir ainsi la cohérence et la fluidité du processus de décision.



La CMPD poursuit sa montée en puissance. Une fois pleinement opérationnelle, elle constituera un des outils dotant la PSDC d'une véritable capacité de planification stratégique coordonnée pour répondre aux ambitions de l'UE en matière d'approche globale ■

Le Focus du mois

Le budget de l'UE

Le budget 2010 de l'UE s'élève à 141 milliards d'euros, toutes activités confondues.

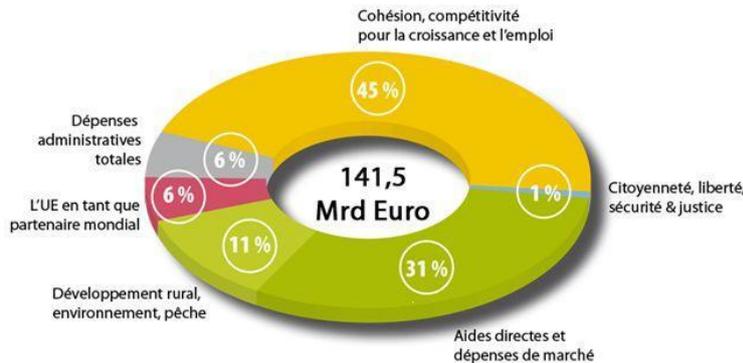
Ce montant représente 235 euros par habitant.

S'agissant des relations extérieures, et plus particulièrement de la gestion des crises, le financement se fait par le biais de mécanismes au statut et au fonctionnement très divers (budget de l'Union, mécanisme intergouvernemental ou fonds ouverts).

Ainsi, l'UE finance, grâce à une partie des 6% de son budget « l'UE en tant que partenaire mondial », le budget de la Politique de sécurité et de défense commune, dédié au financement des missions civiles (282 M€) et l'instrument de stabilité (152 M€), outil de prévention des crises.

L'UE dispose aussi d'autres mécanismes financiers, hors de son budget propre : le budget Athéna pour les opérations militaires (35 M€) et la Facilité de Paix au titre du Xème Fonds européen de développement (600M€ pour la période 2009-2011).

Face à la diversité des origines des moyens financiers liés à la gestion de crise et aux relations extérieures, la mise sur pied du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et les réflexions sur l'approche globale devraient permettre d'améliorer la cohérence, et ainsi l'efficacité de l'affectation des moyens financiers mis en place ■



Agenda

26 avril 2010

Conseil des Affaires Etrangères (CAE) avec la participation des ministres de la Défense à Luxembourg

4- 6 mai 2010

Comités militaires de l'UE et de l'OTAN au format CEMA

6 mai 2010

Symposium sur la contre piraterie

10 mai 2010

Conseil des ministres de la Défense

18 mai 2010

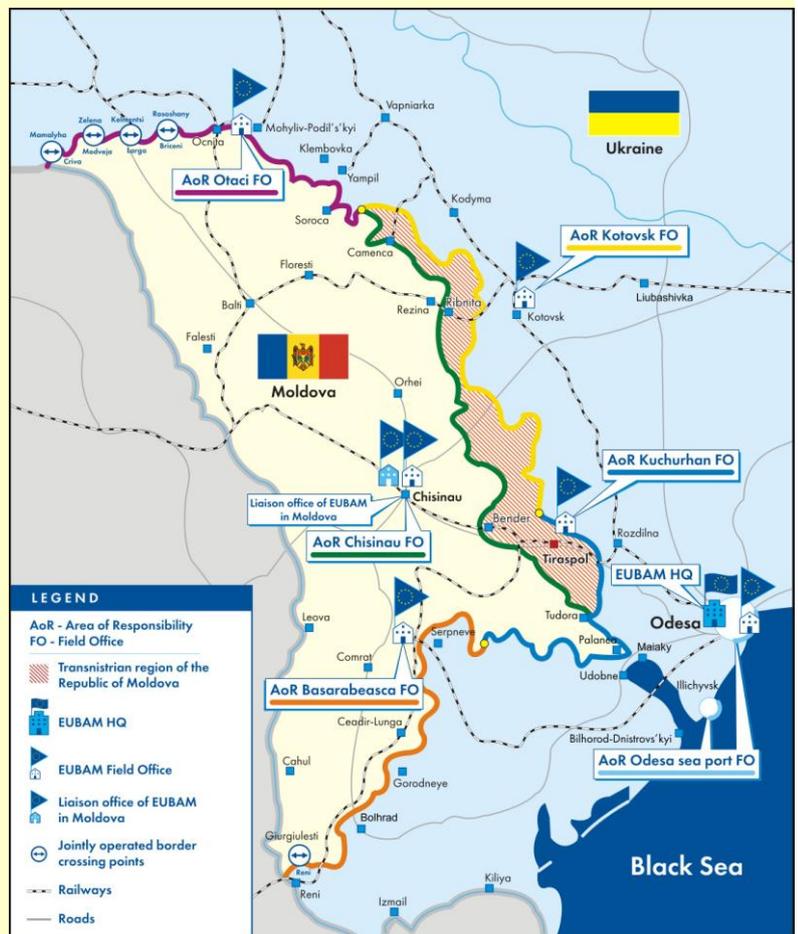
1^{ère} réunion de tous les insérés Français OTAN et UE de la garnison de Bruxelles

Actualité

EUBAM Moldavie/Ukraine

Lancée en décembre 2005 à la demande conjointe de la Moldavie et de l'Ukraine, la mission civile d'assistance aux frontières EUBAM Moldavie/Ukraine ressort de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Prolongée jusqu'en novembre 2011, elle a pour mandat non exécutif d'aider les deux pays à parfaire leur surveillance aux frontières selon les normes européennes et prévenir les trafics frontaliers, notamment par l'acquisition d'une expertise douanière. Par son action concrète, la mission concourt également au règlement pacifique du problème régional existant actuellement en Transnistrie. La mission est dirigée depuis janvier 2010 par le policier allemand Udo Burkholder, en remplacement du général major de police hongrois Ferenc Banfi, qui a servi comme chef de mission de novembre 2005 à décembre 2009. Forte de deux cents personnes, dont une majorité d'experts internationaux provenant de vingt-deux Etats membres, cette mission dispose d'un état-major à Odessa et de six implantations en zone frontalière et portuaire. Enfin, EUBAM Moldavie/Ukraine constitue un exemple d'organisation originale, puisque le conseil en a confié la gestion à la

Commission européenne et l'exécution au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ■



Entretien avec
Monsieur William SHAPCOTT,
Chef du Centre de Situation conjoint (SITCEN)



William Shapcott rejoint la carrière diplomatique en 1988, où il occupe successivement des postes à l'ambassade de Grande-Bretagne de Bonn, à l'époque de la réunification ; au [Foreign Office](#) à la tête de la section « Méditerranée de l'Est », où il est responsable des relations avec la Grèce, la Turquie et Chypre ; enfin, à l'ambassade de Grande-Bretagne à Washington, pour les affaires politico-militaires. Son affectation au *Foreign Office* fait suite à huit années au sein du [Royal Tank Regiment](#). Arrivé à Bruxelles en 1999, il est alors affecté pendant deux ans comme Conseiller auprès de Mr Javier Solana, Secrétaire général / Haut représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Il est en charge des dossiers de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), des Balkans et des relations transatlantiques. Directeur du Centre de Situation de l'UE depuis décembre 2001, William Shapcott est titulaire d'une Maîtrise en Sciences politiques de l'université de Cambridge.

1 - Comment voyez-vous le rôle et la place de l'information et du [renseignement dans l'UE](#) ? Plus précisément, pouvez-vous définir le périmètre de votre action et vos principaux clients ?

De tout temps, l'information et le renseignement ont occupé une place centrale et un rôle prépondérant au sein de l'UE, au service de la prise de décision politique, de la réaction initiale aux crises, de la planification et de la conduite des missions civiles et des opérations militaires. L'avenir ne démentira pas ce constat, bien au contraire.

Le renseignement est le prolongement naturel de l'information. L'UE n'a pas vocation à recueillir par ses propres moyens et à exploiter des renseignements bruts. Le SITCEN et son partenaire de la [Direction du Renseignement de l'Etat-major de l'Union européenne \(IntDir\)](#) n'utilisent que du renseignement analytique fourni par leurs contributeurs nationaux civils et militaires, contributions renforcées notamment par les différents apports des composantes internes du Centre de Situation en sources ouvertes et semi-ouvertes (zone grise).

L'action du SITCEN revêt plusieurs aspects. Nous informons et pré-alertons en temps réel les décideurs ainsi que tous les échelons concernés par une situation ou un événement donné. Nous offrons une réaction combinée initiale aux crises (toutes Unités confondues), ainsi qu'un support administratif et technique à la gestion de crises majeures (Accord de Coordination de Crise/CCA). Nous assistons les structures géographiques et thématiques de la PESC dans la préparation de la formulation de la politique européenne extérieure (production d'évaluations dans le cadre d'un accord de production conjointe avec l'IntDir). Le SITCEN informe aussi ses destinataires de l'évolution des menaces transversales (contre terrorisme – CT, contre prolifération, migrations...). Il assiste les structures de [la Politique de sécurité et de défense commune \(PSDC\)](#) dans la planification et la conduite des missions/opérations civiles et militaires et contribue à l'information des responsables sur le terrain (besoins à la fois stratégiques et opérationnels). Il exerce par ailleurs une activité limitée et non clandestine de recueil d'informations et d'éléments d'ambiance sur le terrain dans le cadre de sa capacité de projection (fonctionnaires de la *Section Mission Awareness -MAS-* et experts nationaux de l'Unité d'Analyse). Vous remarquez que le périmètre de l'action du SITCEN est à la fois vertical et horizontal.

Les clients du SITCEN recouvrent les pays membres, les autorités européennes en place, l'actuel Conseil et les principales directions générales de la Commission mais également un certain nombre d'agences rattachées du 3^{ème} pilier et un nombre limité d'organisations internationales sous certaines conditions ([ONU](#), [OTAN](#)...). Les clients sont également souvent les contributeurs.

2 - Le SITCEN existe dans sa forme actuelle depuis 2004 : quels enseignements en tirez-vous, à l'aune de l'expérience des différentes crises que vous avez gérées ?

Depuis la conception, dans les années 2000-2001, d'une structure qui allait aboutir à sa forme actuelle, le SITCEN a connu différentes progressions : détachement, à partir de 2002, d'[Experts nationaux détachés](#) (END) en provenance de services nationaux de renseignement extérieur et de sécurité intérieure; renforcement et élargissement de toutes les composantes du SITCEN et création d'une véritable Unité de renseignement analytique, en 2005 (y compris l'implantation d'une *Task Force CT*), accord SIAC (Capacité unique d'analyse du renseignement) avec l'IntDir, en 2007, sans compter les nouvelles entités créées plus récemment au sein de l'Unité des opérations (sources ouvertes et MAS pour ne citer qu'elles) et de l'Unité des communications ou COMCEN (Cellule consulaire).

Au bilan, le SITCEN a su conduire pas à pas, avec détermination, ses différentes évolutions en cohérence avec les objectifs initiaux de ses fondateurs (l'actuel Directeur et Mr le Docteur Javier Solana). Le résultat, aujourd'hui, repose notamment sur un travail constant de maintien d'un climat de confiance vis-à-vis des services contributeurs et d'un dialogue étroit avec les pays membres.

Le SITCEN a su développer conjointement une capacité d'alerte, de réponse aux crises et d'analyse géographique et thématique. La capacité SIAC a renforcé la force de frappe analytique mais doit répondre désormais au défi grandissant des consommateurs en matière de renseignement à caractère opérationnel, en temps réel (crises à chaud, missions/opérations de la PSDC).

3 - Comment voyez-vous l'évolution du SITCEN à la lumière du traité de Lisbonne avec notamment la mise en place du SEAE ?

Le destin du SITCEN est lié au futur [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), dont l'architecture finale est à venir, au sein duquel il est prévu qu'il puisse préserver la position unique et privilégiée qu'il a toujours occupée, notamment vis-à-vis du Haut Représentant, Mme Ashton, et de son cabinet mais aussi vis-à-vis des grandes DG et Directions du Conseil ou de la [Commission](#) qui seront intégrées au sein du SEAE. Sa capacité d'alerte et de gestion de crise devrait être également renforcée par le regroupement de structures actuellement dispersées.

Déjà reconnu par les nouvelles autorités en place, le SITCEN va œuvrer pour conserver sa position de référence dans les actions qu'il entreprendra et les analyses géographiques et thématiques qu'il offrira à l'ensemble de ses destinataires ("le SITCEN dit/confirme que...").

Le SITCEN devra s'attacher à approfondir et développer encore sa capacité "information/renseignement", en particulier dans le domaine opérationnel, avec l'aide indispensable de ses contributeurs nationaux (vers une nouvelle culture des contributeurs nationaux!).

Liens Internet pour retrouver les articles des numéros précédents sur le [site](#) de la Représentation Permanente



[NEWSLETTER N°14 – MARS 2010](#)

- La surveillance maritime
- La nouvelle guerre des mines
- Approche globale Corne de l'Afrique
- Actualité : EUTM SOMALIA
- **Entretien avec le Général SYREN, président du Comité militaire de l'UE**

[NEWSLETTER N°13 – FEVRIER 2010](#)

- Le projet « ciel unique européen »
- L'approche capacitaire UE - OTAN
- Les Délégations de l'UE
- Actualité : EUPOL COPPS PALESTINE et EUBM RABAH
- **Entretien avec monsieur l'Ambassadeur FALCONI, représentant de la France auprès de l'UEO et du CoPS de l'UE**

[NEWSLETTER N°12 – JANVIER 2010](#)

- Priorités «sécurité-défense» de la présidence espagnole de l'UE
- Le Centre satellitaire de l'Union européenne
- La mise en œuvre du traité de Lisbonne
- Actualité : La FGE en Afghanistan
- La Cellule d'achat européenne de communication satellite
- Le Commandement européen du transport aérien

[NEWSLETTER N°11 – DECEMBRE 2009](#)

- Le projet européen d'imagerie spatiale « MUSIS »
- L'OTAN et l'approche globale des crises
- Les exercices et entraînements militaires de l'UE
- Actualité : EUNAVFOR Atalanta
- **Entretien avec le GDI JOANA, Conseiller Afrique de J. Solana**

[NEWSLETTER N°10 – NOVEMBRE 2009](#)

- L'UE renforce sa base industrielle et technologique de défense (BITDE)
- Le Comité militaire de l'Union européenne (CMUE)
- L'Approche globale : concept européen de gestion de crise
- Actualité : EUSSR GUINEE BISSAU
- **Entretien avec l'IGA Le Goff, conseiller armement des RP France auprès du CoPS et auprès de l'OTAN**

[NEWSLETTER N°9 – OCTOBRE 2009](#)

- Le projet hélicoptères
- Le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne
- Le financement des actions PESD et des actions d'accompagnement
- Actualité : EUSEC et EUPOL RD Congo
- **Entretien avec madame Roger, représentant de la France au COPS**

[NEWSLETTER N°8 – SEPTEMBRE 2009](#)

- La stratégie européenne de sécurité
- L'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne
- Le Battle group 1500 (BG 1500)
- Actualité : EUJUST LEX Irak

[NEWSLETTER N°7 – JUILLET/AOUT 2009](#)

- Les capacités civiles et militaires de planification de l'UE
- Les priorités défense et sécurité de la présidence suédoise de l'UE
- L'état-major de l'Union européenne
- Actualité : EULEX Kosovo
- **Entretien avec M. von Wogau, ancien président de la sous-commission sécurité défense au Parlement européen**

[NEWSLETTER N°6 – JUIN 2009](#)

- Le niveau d'ambition de l'UE
- La sous-commission SEDE du Parlement européen
- Le renseignement à l'UE : une approche civile militaire
- Actualité : Bosnie EUFOR Althéa et EUPM
- **L'équipe de la RMF UE**

[NEWSLETTER N°5 – MAI 2009](#)

- Partenariats UE/OTAN, UE/JA, UE/ONU
- La DG RELEX de la Commission
- Le développement capacitaire de l'UE
- Actualité : EUPOL Afghanistan
- **Entretien avec le GCA Leakey, directeur général de l'EMUE**

[NEWSLETTER N°4 – AVRIL 2009](#)

- L'initiative d'interopérabilité aéronavale européenne (IIAE)
- La CPCC : un outil de gestion civile des crises.
- Le commandement des opérations de l'UE
- Actualité: EUMM Géorgie
- **Entretien avec A. Weis, directeur exécutif de l' AED**

[NEWSLETTER N°3 – MARS 2009](#)

- La Flotte européenne de transport aérien (EATF)
- L'Etat-major de l'Union européenne (EMUE)
- L'Agence européenne de défense
- Actualité : EUFOR TCHAD/RCA passe la main à la MINURCAT
- **Entretien avec le GA Bentégeat, président du CMUE**

[NEWSLETTER N°2 – FEVRIER 2009](#)

- Le Collège européen de sécurité et de défense
- Le programme PESD de la Présidence tchèque de l'Union européenne
- Le processus de déclenchement des opérations
- Actualité : lutte contre la Piraterie – opération ATALANTA

[NEWSLETTER N°1 – JANVIER 2009](#)

- Le bilan de la PFUE
- La RMF UE, antenne du CEMA à Bruxelles pour la PESD
- Les institutions de la PESD
- Actualité : Gaza